

26 avril 2019

(19-2879)

Page: 1/2

Original: anglais

DÉCLARATION CONJOINTE SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

PROPOSITION DE TEXTE SUR LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Communication présentée par la Nouvelle-Zélande

La communication ci-après, datée du 26 avril 2019, est distribuée à la demande de la délégation de la Nouvelle-Zélande

1 INTRODUCTION

1.1. La Nouvelle-Zélande est favorable à un processus solide et approfondi pour l'examen de tous les aspects de la réglementation du commerce électronique liés au commerce dans le cadre des négociations sur le commerce électronique engagées par les Ministres au titre d'une déclaration conjointe publiée le 25 janvier 2019.

1.2. La protection des consommateurs est un élément essentiel d'un environnement propice au commerce électronique transfrontières. Comme c'est le cas dans les économies nationales des Membres, ainsi que pour les transactions "hors ligne", des mesures solides de protection des consommateurs dans le cadre du commerce électronique contribuent à:

- prévenir les dommages directs aux consommateurs individuels;
- promouvoir un marché en ligne concurrentiel pour les fournisseurs de marchandises et de services par le biais du commerce électronique;
- promouvoir le recours des consommateurs au commerce électronique en maintenant la confiance; et
- permettre à un plus large éventail de personnes, y compris aux groupes marginalisés, de participer en toute confiance au commerce électronique en tant que consommateurs ou fournisseurs.

1.3. La Nouvelle-Zélande présente donc pour examen le texte ci-dessous, qui pourrait servir de base à une discussion sur de possibles disciplines en matière de protection des consommateurs. Elle prévoit de proposer des textes dans d'autres domaines à un stade ultérieur de la négociation, et la présente proposition est sans préjudice de la possibilité pour la Nouvelle-Zélande de présenter d'autres communications.

2 PROJET DE TEXTE POUR EXAMEN

2.1. Chaque Membre adoptera ou maintiendra des lois ou des règlements interdisant les comportements trompeurs ou de nature à induire en erreur qui causent ou sont susceptibles de causer un dommage aux consommateurs intervenant dans des activités commerciales en ligne. Les "comportements trompeurs ou de nature à induire en erreur" comprennent les suivants:

- a. donner des indications fallacieuses ou formuler de fausses allégations concernant les qualités matérielles, le prix, l'aptitude à l'emploi, la quantité ou l'origine des marchandises ou des services; ou

- b. faire de la publicité pour des marchandises ou des services sans intention de fournir ces marchandises ou services; ou
- c. ne pas livrer des produits ou ne pas fournir des services aux consommateurs après les avoir facturés; ou
- d. facturer les comptes financiers, téléphoniques ou autres des consommateurs ou débiter ces comptes, sans autorisation.

2.2. Chaque Membre accordera aux consommateurs utilisant le commerce électronique une protection au moins équivalente à celle qui est accordée aux consommateurs utilisant d'autres formes de commerce, conformément à ses lois, réglementations et politiques pertinentes.

2.3. Les Membres reconnaissent l'importance de la coopération entre leurs organismes nationaux respectifs de protection des consommateurs ou d'autres organismes compétents s'agissant des activités liées au commerce électronique transfrontières pour améliorer le bien-être des consommateurs.

2.4. Chaque Membre reconnaît qu'il est important de mieux faire connaître les mécanismes de recours accessibles aux consommateurs et d'améliorer l'accès à ces mécanismes, y compris pour les consommateurs d'un Membre qui effectuent des transactions avec les fournisseurs d'un autre Membre.
